

Ecole Normale Supérieure

**Colloque « Cavour l'Européen
et la révolution diplomatique »**

Présenté par Jacques Delors

29 septembre 2010

Monsieur le Président de la République,

Madame la Directrice de l'Ecole Normale Supérieure,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Professeurs,

Mesdames et Messieurs,

Il me revient l'honneur de préfacier le colloque organisé par l'Ecole Normale Supérieure sur « Cavour, l'Européen et la révolution diplomatique ». C'est aussi pour moi un moment de bonheur que d'introduire mon grand ami, le Président de la République italienne, Giorgio Napolitano.

Dans une vie si riche de militant, d'intellectuel, de responsable politique, comment trouver le fil conducteur autour duquel peut s'organiser et peut s'expliquer les actions menées par Giorgio Napolitano ?

Je crois pouvoir vous le proposer en établissant un lien entre Cavour l'artisan de l'unité italienne mais aussi l'Européen et votre prestigieux invité, ici présent, dont l'autobiographie publiée en 2004, a pour titre « du Parti communiste italien au socialisme européen ».

Rappelons-nous 1945 : cette Italie marginalisée, parce que dans le camp des vaincus. Tous responsables politiques, au-delà de leurs divisions, aspiraient à réintroduire leur nation dans ce monde européen en train de se reconstruire matériellement et aussi politiquement.

Dans la première partie du XIX^{ème} siècle, Cavour souffrait, comme nombre de ses contemporains, des divisions de son pays. Avec beaucoup de subtilité et un sens stratégique remarquable, il allait jouer des contradictions au sein de ce Concert européen que certains historiens présentent comme une forme, adaptée, à l'époque, d'une organisation et d'une concertation entre les pays européens, sous la baguette des diplomates.

Mais revenons à 1945 : les dirigeants de l'Italie allaient profiter des initiatives lancées pour une coopération entre les pays européens. Ce ne fut pas sans difficulté, ni opposition à l'intérieur, mais finalement l'Italie figure parmi les six pays fondateurs de la Communauté du Charbon et de

l'Acier, puis de la Communauté Economique établie par le Traité de Rome en 1957.

A l'époque, Giorgio Napolitano se passionnait entre autres, pour le Mezzogiorno et adhérait au Parti Communiste. C'est ainsi qu'il fut élu et réélu député de Naples jusqu'en 1966, concentrant ses efforts sur les questions économiques.

Pour en revenir au positionnement de l'Italie, c'est moins l'engagement européen que l'adhésion de ce pays à l'Alliance Atlantique qui faisait division. Au point même que des groupes radicaux menacèrent, pendant les années sombres, la paix et la sécurité.

C'est dans ce contexte, si vous me permettez cette interprétation personnelle, que les deux partis d'opposition à la Démocratie Chrétienne régnante – le Parti Socialiste, puis le Parti Communiste – firent mouvement, pour en définitive accepter l'Italie dans l'OTAN. La spécificité de l'Italie apparaît alors mieux par rapport aux autres pays européens ayant un parti communiste fort.

C'est ainsi que le PCI autorisa son chef Enrico Berlinguer à avancer, en 1973, l'idée d'un compromis historique avec la Démocratie Chrétienne. La

suite n'alla pas sans quelques accrocs, mais une voie originale était ouverte à laquelle Giorgio Napolitano adhérait en pensant que la construction européenne pourrait être l'incarnation de cette voie originale où pouvaient converger l'idéal internationaliste et l'idéal démocratique.

Dès lors, le chemin était tout tracé pour Giorgio Napolitano qui assurait, la présidence du Groupe Communiste à l'Assemblée nationale (de 1982 à 1986). Il se consacrait désormais aux questions internationales et européennes, membre de la Délégation italienne à l'Assemblée de l'OTAN, profitant d'une expérience internationale acquise, dans les années 70 par de multiples conférences en Allemagne, en Grande-Bretagne, ... et aussi aux Etats-Unis.

Il concrétisa davantage cet engagement pour l'unité européenne. Il se fit élire au Parlement européen, de 1989 à 1992, puis à nouveau de 1999 à 2004.

Entre ces deux mandats à Strasbourg, Giorgio Napolitano fut rappelé par les exigences de la politique intérieure italienne. Il fut élu président de la Chambre des députés (1992-1994), puis devint Ministre de l'Intérieur du premier gouvernement Prodi (1996-1998). Son goût du dialogue, ses efforts de compréhension de l'autre, sa capacité à surmonter certaines tensions secondaires marqueront son action et le désigneront pour les plus hautes fonctions.

Mais, la haute priorité pour l'Europe persistait à occuper son esprit et son action. Le Conseil Italien du Mouvement européen le porta à sa présidence Et quand il fut appelé à la Présidence de la Commission des Affaires Constitutionnelles du Parlement européen, durant son deuxième passage dans cette assemblée, il amorça un immense travail de réflexion sur les voies et les moyens pour relancer l'Europe, alors que celle-ci, dans les années 1999 à 2004, devait assimiler deux bonds en avant, deux sauts qualitatifs : la création de l'Euro et l'élargissement aux pays de l'Europe de l'Est et du Centre.

Durant ces années, et après tant d'efforts et de compromis, les héros semblaient fatigués et l'on cherchait en vain les voies d'un accord pour concilier, sur le plan institutionnel, l'élargissement de l'Union et son approfondissement. Giorgio Napolitano fit de sa commission parlementaire un lieu essentiel de débats et le creuset d'idées qui allaient nourrir les discussions à la convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing et destinée à proposer un cadre institutionnel adapté à la nouvelle donne européenne. Giorgio y joua un rôle majeur, même si toutes ses propositions ne furent pas retenues.

Au-delà des différents scénarios proposés pour faire avancer cette aventure unique, Giorgio me sembla-t-il, pensait et pense l'unité européenne comme dépassement de divisions nuisibles et réalisation de nouveaux progrès démocratiques. En dépit de ses périodes de stagnation,

en dépit des difficultés d'arracher des compromis, l'Union européenne a établi un modèle d'organisation entre pays souverains qui peut utilement servir de référence au siècle de la mondialisation : savoir partager une partie de la souveraineté pour le bien commun, l'Europe a su le faire.

Aujourd'hui, Président de la République italienne, Giorgio Napolitano persévère ; ajoutant sa permanente action pour l'idéal européen aux charges de sa mission, dont tout ami de l'Italie sait qu'elles sont extrêmement délicates à assumer.

Mais l'homme de fidélité à ses engagements, a connu toutes les contradictions de l'Italie, toutes les interrogations d'un militant attaché à son idéal socialiste et démocratique. Il ne s'est jamais dérobé à ce devoir de fidélité pour tenter les rapprochements, les synthèses qui surmontent l'obstacle et font avancer.

Mieux que d'autres, il peut comprendre les perplexités italiennes du XIX^{ème} siècle que Cavour a élucidé et dominé avec succès. Mais votre colloque, permettra d'aller plus loin. Les historiens vont nous proposer faits et réflexions utiles pour comprendre et agir dans le monde d'aujourd'hui. Car, comme j'aime souvent le répéter, « les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir ».

Qui mieux que le Président Giorgio Napolitano pouvait faire le lien entre ces moments majeurs d'une histoire qui, en définitive, nous est commune.